



2018/2019

LICENCE LLSHS

MENTION

GEOGRAPHIE

3^{ème} année

Directeur.rice de département : non renseigné

Responsable d'année : Christian PIHET (christian.pihet@univ-angers.fr)

Secrétariat : Claire CHALET, bureau n° 24

UA **FACULTÉ**
DES LETTRES, LANGUES
ET SCIENCES HUMAINES
UNIVERSITÉ D'ANGERS

Organisation des
enseignements

Modalités de
contrôle des
connaissances

Programmes et
bibliographie

Chartes

Calendrier
universitaire

**Université
d'Angers**

11, Boulevard Lavoisier
49045 Angers Cedex

Téléphone :
02 41 22 64 21

Document
non-contractuel

Mise à jour : 10/07/2018

Présentation de la licence lettres, langues, sciences humaines et sociales : mention Géographie et aménagement

Présentation

La licence **Géographie et Aménagement** propose sur trois années un cursus général et une amorce de spécialisation professionnelle. Elle réunit des promotions dont les effectifs permettent une bonne prise en charge des étudiants par l'équipe pédagogique. Les enseignants comprennent 14 titulaires, ainsi que des intervenants issus du monde professionnel. Une ouverture à l'international est permise à travers quelques enseignements en anglais et des possibilités de séjours à l'étranger dans des universités partenaires.

Le département de géographie organise un stage de terrain en fin de Licence afin de plonger les étudiants dans un environnement inconnu (étranger ou français) avec pour objectifs de cerner en un temps très court l'organisation et le fonctionnement d'un territoire et vérifier leur niveau de maîtrise du maniement des nombreux concepts et problématiques que traite un géographe.

Par une entrée paysagère, l'étudiant est amené à structurer un espace en sous-ensembles cohérents, puis à emboîter les échelles spatiales et temporelles pour appréhender la complexité d'un territoire.

Objectifs

La licence Sciences Humaines et Sociales Mention Géographie et Aménagement a pour objectifs de faire acquérir les concepts, notions, méthodologies et outils permettant de découvrir, d'observer et d'analyser **le monde et les territoires, dans leur double dimension naturelle et sociale, leur diversité et leurs dynamiques**. Il s'agit de former les étudiants aux contenus, méthodes et outils de la géographie et de l'aménagement : cartographie, Systèmes d'Information Géographique, enquête de terrain, etc., et de leur fournir les connaissances et les savoir-faire permettant une pré-spécialisation orientée vers les métiers de l'aménagement, de l'environnement, de l'enseignement et de la recherche.

Poursuite d'études

- Master Géographie Aménagement Environnement Développement (GAED), avec divers parcours possibles :

- «Chargé de Développement Entreprise et Territoire» (CDET)
- «Paysage, Environnement, Participation, Société» (PEPS)
- «Écologie et Éco-ingénierie des Zones humides» (EEZH)

- Master Pro Interventions Sociales

- Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation en histoire-géographie (MEEF)

- Licence professionnelle Aménagement Paysager

- Licence professionnelle Métiers du développement Social et Solidaire des Territoires

Organisation des enseignements en licence

Organisé en six semestres, le cursus de licence de l'U.F.R L.L.S.H. de l'Université d'Angers offre aux étudiant.e.s la possibilité d'effectuer un parcours d'étude dans une des six mentions proposées (L.L.C.E.R.– L.E.A. - Lettres – Histoire - Géographie et aménagement – Psychologie).

Accompagnement dans la réflexion sur le projet personnel et professionnel

De la L1 à la L3, chaque étudiant.e est accompagné.e, en lien avec le SUIO-IP, dans la réflexion et la définition de son projet professionnel.

En L2, une UEP de 12h hebdomadaires par semestre permet la découverte des champs professionnels correspondant aux cursus de l'U.F.R., notamment par des rencontres avec des professionnels.

En L3, il n'y a plus d'enseignement « mineur », mais l'étudiant doit choisir plusieurs options professionnalisantes. Une UEP de 48 heures est prévue à chaque semestre. Elle se compose de plusieurs ECP/ECR de 12 heures au premier semestre et de plusieurs ECP/ECR de 12 heures au 2ème semestre dont un ECP obligatoire de stage. La validation du stage se fera sur présentation de l'attestation de stage au responsable d'année de L3.

N.B. Cet accompagnement vers la définition du projet personnel est complété par une obligation de stage de 10 jours minimum (soit 70h) à réaliser en L2 et/ou en L3.

Un catalogue présentant le contenu des cours est disponible sur le site de l'Université (accès direct sur la composante LLSH, onglet UE Mineure, UEP, ECR).

Pour la psychologie, un stage long de 140h est obligatoire en L3. Ce stage doit être réalisé avant le jury du semestre 6 et avant les sélections pour l'entrée en Master pour les étudiants qui souhaitent déposer leur candidature. Il ne pourra pas être réalisé durant l'été.

Maquettes : organisation des enseignements et modalités de contrôle des connaissances

Licence de Géographie, semestre 5									
Unité d'enseignement	Matière	Heures par semestre			Evaluation des connaissances			Coef	ECTS
		CM	TD	TP	1 ^{ère} session d'examens		2 ^{nde} session		
					Assidus	Dispensés d'assiduité			
UEF 51 Espaces, sociétés et économie	Géographie politique, espace mondialisé	12	12		Dossier	Dossier	Oral	2	3
	Géographie sociale appliquée : cadre de vie, mobilités, santé	12	12		Dossier	Dossier	Ecrit (2h)	2	3
UEF 52 Aménagement, environnement et paysages	Processus géodynamiques et aménagement des territoires	20		6*	Contrôle continu + écrit (2h)	Ecrit (2h)	Ecrit (2h)	2	3
	Paysages	20		6*	Contrôle continu	Ecrit (3h)	Ecrit (2h)	2	3
UEF 53 Méthodes de la géographie	Etudier un terrain	8	16		Contrôle continu	Dossier	Ecrit (2h)	1	3
	Géomatique			20	Contrôle continu	Dossier	Epreuve pratique (1h)	1	3
	Statistiques multivariées			16	Contrôle continu	Epreuve pratique (1h)	Epreuve pratique (1h)	1	2
Langue et certification	Langue vivante		20		Contrôle continu oral	Oral	Oral	1	2
UEP 4 : 4 matières avec un ECP obligatoire (combinaison possible 2 ECR+ 2 ECP ou 1 ECR + 3 ECP)	ECR : voir ci-dessous ECP : consulter la liste de l'UFR		12		Contrôle continu	Selon ECP/ECR	Selon ECP/ECR	1	2
			12		Contrôle continu	Selon ECP/ECR	Selon ECP/ECR	1	2
			12		Contrôle continu	Selon ECP/ECR	Selon ECP/ECR	1	2
	ECP Obligatoire : Pré-professionnalisation environnement - 1		12		Contrôle continu	Selon ECP/ECR	Selon ECP/ECR	1	2
Total semestre 5		72	108	36				16	30

* Sortie de terrain

Liste des ECR :	- Télédéttection 1	CC	Oral	Oral
	- Introduction à la recherche en géographie	CC	Dossier	Oral

Licence de Géographie, semestre 6

Unité d'enseignement	Matière	Heures par semestre			Evaluation des connaissances			Coef	ECTS
		CM	TD	TP	1 ^{ère} session d'examens		2 ^{nde} session		
					Assidus	Dispensés d'assiduité			
UEF 61 Territoires, sociétés, aménagement	Politiques publiques d'aménagement	20	12		Ecrit (3h)	Ecrit (3h)	Ecrit (3h)	2	4
	Aménagement des milieux et risques	12	12		Contrôle continu + écrit (2h)	Ecrit (2h)	Ecrit (2h)	1,5	3
	Aménagement et paysages	12	12		Contrôle continu + écrit (2h)	Ecrit (3h)	Ecrit (2h)	1,5	3
UEF 62 Outils et pratiques de la géographie	Géomatique			20	Contrôle continu	Dossier	Epreuve pratique (1h)	1,5	3
	Stage de terrain collectif		30		Rapport de stage	Dossier	Oral	1,5	3
UEF 63 Spécialisation	Au choix : - Développement des territoires : concepts et réalités - Hydrosystèmes et risques	20	20		Contrôle continu	Dossier	Respectivement -Oral -Ecrit (2h)	2,5	4
Langue et certification	Langue vivante		20		Contrôle continu oral	Oral	Oral	1	2
UEP 5 : 3 matières dont un ECP obligatoire (combinaison 1 ECP + 1 ECR ou 2 ECP ou 2 ECR)	ECR : voir ci-dessous		12		Contrôle continu	Ecrit (1h)	Ecrit (1h)	1	2
	ECP : consulter la liste de l'UFR		12		Contrôle continu	Ecrit (1h)	Ecrit (1h)	1	2
	ECP Obligatoire : Pré-professionnalisation environnement - 2		12		Contrôle continu	Ecrit (1h)	Ecrit (1h)	1	2
UEP 6	Stage (70h)		12		Présentiel	Néant	Néant	x	2
Total semestre 6		64	154	20				14,5	30

Liste des ECR :

- Télédétection 2	CC	Dossier	Ecrit (1h)
- Terrain et recherche	CC	Dossier	Ecrit (1h)

Sigles à retenir

CC : Contrôle continu

CM : Cours magistral

DA : Dispensé(e) d'assiduité

DS : Devoir surveillé

EC : Élément constitutif

ECP : Éléments constitutifs préprofessionnels

ECR : Éléments constitutifs recherche

ECTS: European Credits Transfer System

E2O : Enseignement optionnel d'ouverture

ET : Examen terminal

IA : Inscription administrative

IP : Inscription pédagogique

LLSH : Faculté de Lettres, Langues et Sciences Humaines

TD : Travaux dirigés

TP : Travaux pratiques

UE : Unité d'enseignement

UEF : Unité d'enseignement fondamental

UEM : Unité d'enseignement mineur

UEP : Unité d'enseignement de préprofessionnalisation

UFR : Unité de formation et de recherche

Descriptif des enseignements et programmes

SEMESTRE 5

UEF51 Espaces, sociétés et économie

Géographie politique, espace mondialisé : Séances thématiques permettant de saisir, au travers de différents contextes régionaux / politiques en Europe (principalement) et dans le monde, les principaux enjeux relatifs à la géographie des frontières (d'Etats, intérieures également) et des conflits, en articulation avec les dynamiques de mondialisation. Problématiques spécifiques sur l'accès aux ressources (eaux, énergies), les minorités, le fait religieux, etc. Besoin d'un suivi régulier (hebdomadaire à tout le moins) de l'actualité nationale et internationale. Acquisition de compétences telles que : la connaissance du monde contemporain, en particulier des interactions entre problématiques économiques, environnementales, physiques et sociales, l'appréhension des problématiques liées aux effets de frontières, démarches géohistoriques. De la sorte être en mesure de construire une analyse systémique. Compétences complémentaires à acquérir ou à renforcer en cartographie et en analyse de documents.

Enseignant : Christian Pihet

Bibliographie :

Frédéric Lasserre et alii, *Manuel de Géopolitique*, Armand Colin, 2016
Frédéric Leriche, *Les Etats-Unis, géographie d'une grande puissance*, Armand Colin, 2016

Géographie sociale appliquée : cadre de vie, mobilités, santé

Approfondissement en géographie sociale. Le cours est complété de ressources (en ligne) permettant une reprise / révision des principaux concepts et à un retour sur les outils de la géographie sociale. Questions relatives à la santé, aux mobilités des personnes et aux problématiques relatives aux cadres de vie et au bien-être des personnes.

Les étudiants développeront leur capacité à enrichir sa culture sur le sujet à partir d'une bibliographie indicative et de recherches personnelles, mettront en pratique une démarche de géographie sociale dans une perspective pluridisciplinaire.

Capacité à réutiliser les notions clés de la géographie et les acquis de méthodes d'enquêtes.

Enseignante : Annabelle MOREL-BROCHET

Bibliographie :

Clerval A, Fleury A., Rebotier J., Weber S. (dir.), 2015. *Espace et rapports de domination*, Presses universitaires de Rennes, Coll. Géographie sociale.

Di Méo G., 2014. *Introduction à la géographie sociale*, Colin, coll. Coursus.

Séchet R., Veschambre V., 2006. *Penser et faire la géographie sociale : Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, Coll. Géographie sociale.

Segaud M., Bonvalet C., Brun J., 1998, *Logement et habitat. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Ramadier T., Depeau S., 2011. *Se déplacer pour se situer : Places en jeu, enjeux de classes*, Presses universitaires de Rennes, Coll. Géographie sociale.

UEF52 Aménagement, environnement et paysages

Processus géodynamiques et aménagement des territoires :

Approfondissement des processus géodynamiques d'érosion et des risques associés, des impacts anthropiques et de la gestion des risques d'érosion. En TD, un milieu sera analysé plus en détail chaque année (milieux côtiers, arides et semi-arides, de savane...)

Enseignante : Aude Nuscia TAÏBI

Paysages : Introduction au paysage: concepts, théories et approches. Comprendre les déterminants de l'approche paysagère par les différentes sociétés humaines (définitions, approche globale)). Définir les éléments objectifs et subjectifs de l'approche paysagère. Initiation aux outils et à la démarche paysagère (approches objectives et sensibles) de diagnostic en paysage. L'approche paysagère comme outil polyvalent au service de l'approche opérationnelle de l'aménagement.

Enseignants : M. El Hannani, C. Riolland-Juin, M. Caillard

Bibliographie :

Donnadieu P., Périgord M. (2007), *Le paysage*, Paris, Armand Colin, 125 p.
Pitte J.-R. (2002), *Histoire du paysage français, de la Préhistoire à nos jours*, Paris, Taillandier, 444 p.
Davodeau H. (2007), Politiques publiques et paysages, in R. Rodier, A. Rouyer et R. Séchet (dir.), *Territoires en action et dans l'action, Géographie sociale*, Rennes, PUR, p. 157-167.
Lizet B., de Ravignan F. (1987), *Comprendre un paysage : guide pratique de recherche*, Paris, Institut national de la recherche agronomique, 147 p.
Atlas des paysages du Maine-Et-Loire (2009), Editions Le Polygraphe, 205 p.

UEF53 Méthodes de la géographie

Etudier un terrain : Non-renseigné

Géomatique: Approfondissement méthodologique et conceptuel des Systèmes d'Information Géographiques. Pratique du SIG par le biais du logiciel QGIS.

Statistiques multivariées : Cette UE est destinée à l'analyse des données géographiques par les statistiques multivariées. Les compétences à acquérir sont:
- Connaître les méthodes statistiques multivariées classiques : ACP, AFC, ACM ;
- Être capable d'utiliser ces méthodes pour analyser des données géographiques ;
- Être en mesure de garder un regard critique sur les résultats de ces analyses.

Prérequis :

- Savoir utiliser le logiciel R

Enseignant : Cyril Fleurant

Bibliographie:

Dumolard P., 2011, *Données géographiques : statistiques multivariées*, Lavoisier, Paris, 210 p.

Langue et certification

Langue vivante (LV) : Ce cours a pour but de consolider les acquis, d'aborder des situations de communication quotidiennes, à l'oral comme à l'écrit, dans une langue simple mais compréhensible, à partir de supports authentiques de toutes natures (écrits, oraux, visuels) et de découvrir des aspects culturels de l'aire linguistique concernée.

Les enseignements de langue viseront à amener les étudiants au niveau B2 défini par le CECRL. Au terme de leur licence (ou même avant s'ils sont prêts), les étudiants pourront éventuellement prétendre à une certification en langue au moins de niveau B2. Cette certification leur sera utile pour intégrer certains Masters, pour partir étudier dans une université étrangère, et valorisera leur CV.

UEP 4 Pré-professionnalisation et préparation à la recherche

Pré-professionnalisation environnement 1 : (ECP obligatoire) Analyse de l'évolution de la prise en compte de l'environnement et des différents outils de sa gestion en France (Lois et réglementation, structures de gestion (SAGE, SDAGE,...), aires protégées, gestion des déchets, de l'eau...) Analyse d'exemples concrets ; Intervention de professionnels (CAUE, chargé de mission en collectivité territoriale ...). Travail de terrain sur un cas concret de gestion / diagnostic de l'environnement et/ou des risques dans le Maine et Loire avec un professionnel.

SEMESTRE 6

UEF 61 Territoires, sociétés, aménagement

Politiques publiques d'aménagement : Les politiques d'aménagement du territoire en France. Le cours débute par des généralités sur l'aménagement du territoire : notions de base, enjeux, principes et dilemmes, genèse et succession des diverses politiques d'aménagement du territoire (des origines au dernier acte de la décentralisation). Puis suit une approche sectorielle ou spatiale des politiques d'aménagement à travers plusieurs exemples parmi : l'aménagement touristique, des espaces « naturels ou des transports.

Enseignant: E. Jaurand

Bibliographie :

DATAR (2013) - *50 ans d'aménagement du territoire*, La Documentation Française.

DESJARDINS X. (2017) – *L'aménagement du territoire*. Colin, coll. Cursus.

MERLIN P. (2002) – *L'aménagement du territoire*. PUF.

Aménagement des milieux et risques : Présentation de l'évolution historique de l'aménagement de l'espace et des relations Hommes/Milieux. Impacts anthropiques sur le fonctionnement des milieux « naturels ». Analyse des outils et politiques de gestion des risques en France et dans le monde (PPR). Analyse sur le terrain de contextes à risques (inondation, glissements de terrain Maine et Loire) et de conflits.

Enseignants : Aude Nuscia TAÏBI, Grégoire MAILLET

Aménagements et paysages : Le paysage dans les politiques publiques. Les outils et méthodes de diagnostic en paysage comme outil polyvalent au service de l'approche opérationnelle dans les projets d'aménagements durable du territoire.

Enseignants : M. El Hannani, E. Caillard, C.Rialland-Juin

UEF 62 Outils et pratiques de la géographie

Géomatique : Création de données spatiales, manipulation de cette information via des traitements afin de répondre à des questions d'ordre spatial, création de cartes afin de restituer des résultats par approfondissement de l'utilisation du logiciel QGIS.

Enseignante : Laura CHAMPIN

Stage de terrain collectif : Non renseigné

UEF 63 Spécialisation niveau 2 (une des 2 UE au choix)

Développement des territoires, concepts et réalités : Introduction aux enjeux et problématiques de développement territorial. Appréhender le développement aux différentes échelles territoriales. TD : exemples issus de différentes situations locales, différentes adaptations de modèles aux réalités sociales, économiques, spatiales.

Intervention de professionnels du développement territorial. Compétences à acquérir : Connaître les principes et théories du développement territorial. Connaître les lois relatives au développement durable des territoires et aux compétences des territoires. Aborder les outils et méthodes du développement territorial. Dialoguer avec les milieux professionnels. Réfléchir à plusieurs échelles et dans une perspective interterritoriale.

Enseignant : Christian Pihet

Bibliographie :

Xavier Desjardins et Isabelle Généau de Lamarlière, *L'aménagement du territoire en France*, La documentation française, 2016

Philippe Subra, *Géopolitique locale*, Armand Colin, 2016

Damien Augias, *Aménagement et développement des territoires*, Studyrama, 2016

ou

Hydrosystèmes et risques : Non renseigné

Langue et certification

Langue vivante (LV) : Ce cours a pour but de consolider les acquis, d'aborder des situations de communication quotidiennes, à l'oral comme à l'écrit, dans une langue simple mais compréhensible, à partir de supports authentiques de toutes natures (écrits, oraux, visuels) et de découvrir des aspects culturels de l'aire linguistique concernée.

Les enseignements de langue viseront à amener les étudiants au niveau B2 défini par le CECRL. Au terme de leur licence (ou même avant s'ils sont prêts), les étudiants pourront éventuellement prétendre à une certification en langue au moins de niveau B2. Cette certification leur sera utile pour intégrer certains Masters, pour partir étudier dans une université étrangère, et valorisera leur CV.

UEP 5 Pré-professionnalisation et préparation à la recherche

Pré-professionnalisation environnement 2 : (ECP obligatoire) Connaissance et analyse des différents concepts de planification écologique (schémas d'aménagement, étude d'impacts, approches globales...) pour aboutir à l'introduction de la notion de développement durable. Mise en pratique à travers un exemple concret sur le terrain des concepts de planification écologique, diagnostic territorial et paysager, développement durable ... Apprentissage du travail sur le terrain.

ECR Terrain et recherche 2 : Travail en autonomie, encadré par des enseignant.e.s-chercheur.e.s, sur une thématique géographique, en fonction du projet personnel de l'étudiant (recherche/pré-professionnelle). Ce travail est issu d'une problématique de terrain (étude de cas aménagement/environnement, diagnostic territorial) et/ou d'une problématique de recherche plus fondamentale.

Compétences à acquérir : Etre capable de mener un projet individuel (autonomie) et collectif en géographie ; Etre capable de produire des enquêtes de terrain/entretiens semi directifs/rencontre d'acteurs pour la connaissance du terrain ; Maîtriser les processus de mise en oeuvre et de dépouillement d'une enquête ; Pouvoir capitaliser et mettre en oeuvre sa boîte à outils logiciels, technique et méthodologique pour mener à bien un projet de géographie.

Prérequis : UEP3 pré-professionnalisation initiation à la recherche 1 du S5

Enseignant : Christian Pihet

Bibliographie :

Jean-François Gleizes, Des territoires à penser, éditions de l'Aube, 2015

UEP 6 : Stage

Stage obligatoire de 70h minimum.

Règles communes de contrôle des connaissances

Les présentes règles communes de contrôle des connaissances s'inscrivent dans le cadre réglementaire national défini par les textes suivants :

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master ;

Arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence ;

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations.

NB : Pour le niveau L, les dispositions existantes dans l'arrêté du 23 avril 2002 sont abrogées.

Pour les licences professionnelles, les modalités de contrôle des connaissances sont définies par référence prioritaire au texte réglementaire qui leur est spécifique (arrêté du 17 novembre 1999). Les règles communes proposées ci-dessous ne s'appliquent pas dans ce cas.

En revanche, ces dispositions s'appliquent à la licence d'administration publique (l'arrêté du 11 avril 1985, modifié par l'arrêté du 5 juillet 1994, portant dénomination nationale de licence d'administration publique est abrogé).

Les dispositions spécifiques sont fixées dans les maquettes de formation adoptées par la CFVU dans le cadre de l'accréditation.

Dispositions votées à la commission Formation et vie universitaire du 2 mai 2017.

NIVEAU L

Les articles mentionnés font référence aux articles de l'arrêté du 1^{er} août 2011.

Inscription - Redoublement

L'inscription administrative est annuelle, conformément aux dispositions nationales. L'inscription pédagogique est faite par semestre. Le nombre d'inscriptions sur l'ensemble du niveau L est limité, sauf disposition particulière prévue dans le régime spécifique d'études. Un redoublement par année de formation est de droit. Après avis du jury, le président peut autoriser le maintien de l'étudiant dans sa formation.

Modes de Contrôle (article 11)

Pour les étudiants assidus, les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont appréciées par un contrôle continu et régulier, par des dossiers de travail, des mémoires et ou par un examen terminal.

Le contrôle continu est un mode de contrôle privilégié dans l'arrêté licence du 1er août 2011. Il permet à l'étudiant de se situer dans sa progression et de vérifier l'acquisition de l'ensemble des connaissances et compétences constitutives du diplôme.

Lorsque l'élément constitutif est évalué uniquement en contrôle continu, celui-ci est composé d'au minimum deux évaluations. Ces évaluations peuvent éventuellement être affectées de coefficients qui peuvent être différenciés dans un rapport variant de 1 à 2. Si le volume horaire de l'élément constitutif est inférieur à 13 heures ou dans le cadre des UEL, l'évaluation peut prendre la forme d'un contrôle unique.

Pour les étudiants dispensés d'assiduité, le contrôle se fait exclusivement par des examens terminaux ou dossiers ou mémoires (sauf dispositions particulières).

Une synthèse des 3 modes d'évaluation possibles des éléments constitutifs est présentée ci-après.

Validation – capitalisation – compensation (articles 13 à 16)

Il n'existe pas de note éliminatoire sur le niveau L.

La capitalisation est le processus qui permet à l'étudiant de conserver un élément constitutif, une unité d'enseignement ou un semestre auquel il a obtenu la moyenne.

- Un **élément constitutif** correspond préférentiellement à une matière. Une unité d'enseignement (UE) est constituée d'un ou plusieurs éléments constitutifs regroupés pour leur cohérence.

Un élément constitutif est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. L'acquisition d'un élément constitutif donne lieu à l'acquisition d'ECTS.

- Une **unité d'enseignement** est acquise par compensation des éléments constitutifs qui la composent, affectés de leurs coefficients.

Elle est alors définitivement acquise et capitalisée, sans possibilité de s'y réinscrire et confère un nombre de crédits européens préalablement défini. Elle peut être transférable dans un autre parcours, sous réserve de l'acceptation de l'équipe pédagogique et de compatibilité avec le parcours envisagé.

Une unité d'enseignement peut être compensée au sein du semestre de référence et permet l'obtention de ce semestre. Elle n'est pas acquise pour un autre parcours.

- Un **semestre** est validé dès lors que l'étudiant valide chacune des UE qui le composent (moyenne de l'UE égale ou supérieure à 10/20) ou par compensation entre ces UE (moyenne des moyennes des UE affectées de leurs coefficients, égale ou supérieure à 10/20).

Pour le calcul de la moyenne semestrielle, les UE sont affectées de coefficients proportionnels aux ECTS et varient dans une proportion de 1 à 5.

Un semestre acquis est capitalisé et confère 30 crédits européens.

Un semestre peut être compensé au sein d'une année de référence (L1, L2, L3) pour permettre l'obtention de l'année L1, L2 et /ou L3.

- Une **année** est validée **dès la première session des deux semestres** dès lors que la moyenne des deux semestres la composant est supérieure ou égale à 10.

La validation de l'année entraîne l'acquisition de 60 ECTS.

La compensation est donc possible aux différents niveaux suivants :

- au sein de l'EC, entre les différentes épreuves
- au sein de l'UE, entre les différents EC ou entre les différentes épreuves de l'UE ;
- au sein du semestre entre les différentes UE du semestre ;
- au sein de l'année L1, L2, L3, entre les deux semestres la composant dès la première session

ECTS

Les crédits ECTS (European credits transfer system : système européen de transfert de crédits) sont affectés aux UE (Unités d'enseignement) en nombre entier et aux EC (Eléments constitutifs).

Sessions (articles 11 et 17)

Trois types de session peuvent être organisés en fonction des modalités arrêtées dans les maquettes de formation adoptées par la CFVU dans le cadre de l'accréditation des formations :

- **session initiale (session 1)** : Il s'agit de la première session d'examen terminal ou l'ensemble des épreuves de contrôle continu.

- **session de remplacement** : il s'agit d'une session d'examen ouverte aux étudiants qui ont une absence ou plusieurs absences justifiées à des épreuves de contrôle continu. **Elle est organisée, dans la mesure du possible, lorsque l'évaluation est en contrôle continu.** Cette session est antérieure aux jurys de délibération de session initiale (session 1).

- **session de rattrapage (session 2)** : il s'agit de la deuxième session d'examen obligatoirement organisée pour les étudiants ajournés ou défaillants (absence justifiée ou non) en première session. Cette session est postérieure aux jurys de délibération de session initiale (session 1).

L'obligation est faite à l'étudiant de se présenter en session de rattrapage à toutes ses épreuves, sinon il est déclaré défaillant et dans ce cas il ne peut conserver sa note d'UE de 1ère session.

La note attribuée en session de rattrapage à un EC est la meilleure des deux notes de cet EC entre la session initiale et la session de rattrapage. Si l'étudiant a été défaillant en session initiale, seule sa note de session de rattrapage est prise en compte.

La session de rattrapage est organisée au minimum quinze jours après la publication des résultats de la session initiale. Dans le cas où un dispositif de soutien (accompagnement, tutorat...) est mis en place par l'équipe pédagogique et validé par le CA, l'intervalle entre la session initiale et la session de rattrapage est supérieure à deux mois.

Réorientation

Un dispositif de réorientation, à l'issue du premier semestre du L1 est organisé, avec entretien si nécessaire entre l'étudiant et la commission de réorientation.

Progression

L'étudiant peut s'inscrire de droit dans l'année d'étude suivante (de son parcours) dès lors qu'il a validé la ou les années précédentes:

- l'étudiant qui a validé sa L1 (60 ECTS) s'inscrit administrativement en L2
- l'étudiant qui a validé sa L1 et sa L2 (120 ECTS) s'inscrit administrativement en L3

Cas particuliers : L'étudiant, qui a validé un semestre d'une année d'étude et à qui il ne manque que 12 crédits ECTS dans le semestre non validé (soit 48 crédits validés sur l'ensemble de l'année d'étude), est autorisé à s'inscrire administrativement dans l'année supérieure **sur décision du jury** et doit s'inscrire dans l'année non validée. Dans ce cas particulier, l'acquittement des droits portera sur une seule année.

En cas de décision défavorable, le président du jury devra, après les délibérations, avoir un entretien avec l'étudiant pour lui expliquer la décision du jury. En cas de redoublement, l'étudiant ne conserve aucune note inférieure à 10 d'une année universitaire à l'autre.

Jury (article 18)

Un jury est nommé par année d'études (L1, L2, L3). Il se réunit à l'issue de chaque semestre. Il se prononce sur l'acquisition des EC et des UE, la validation des semestres en appliquant le cas échéant les règles de compensation (cf. paragraphe concerné).

Aux semestres pairs (semestre 2, semestre 4 et semestre 6), le jury se prononce également sur la validation de l'année et du diplôme le cas échéant.

A la demande de l'étudiant, il pourra être délivré une attestation provisoire de réussite de diplôme (DEUG ou Licence) en dehors des jurys de diplôme.

Obtention du diplôme final de Licence :

Pour obtenir la licence, l'étudiant doit avoir validé les trois années L1, L2 et L3. Les règles de compensation sont les mêmes que celles précisées plus haut.

Obtention du diplôme intermédiaire de DEUG :

Sans demande expresse de l'étudiant, la validation de la L1 et de la L2 (soit 120 ECTS) entraîne de droit l'obtention du DEUG.

Le diplôme est édité sur demande écrite de l'étudiant avant une date fixée annuellement par les composantes. Les règles de compensation sont les mêmes que celles précisées plus haut.

Mentions de réussite

Les conditions de délivrance des mentions sont précisées dans le règlement propre à chaque formation.

La moyenne prise en compte pour l'attribution d'une mention est celle de la dernière année du diplôme :

- moyenne générale du L3 (semestres 5 et 6) dans le cadre de l'obtention de la licence.
- moyenne générale du L2 (semestres 3 et 4) dans le cadre de l'obtention du DEUG.

Inscription par transfert (article 13)

Les modalités de prise en compte du parcours réalisé par l'étudiant dans l'établissement d'origine sont définies par le règlement propre à chaque formation. Dans le cadre d'un changement d'établissement pour une même formation, les crédits délivrés dans l'université d'origine sont définitivement acquis et l'étudiant valide seulement le nombre de crédits qui lui manque pour l'obtention du diplôme.

Inscription par validation d'acquis, validation des acquis de l'expérience ou validation d'études supérieures accomplies en France ou à l'étranger (articles D.613-32 et suivants du Code de l'éducation)

La validation d'enseignements se fait par UE entières, sous la forme de dispenses. Les crédits ECTS correspondants sont acquis.

Absences

En cas de défaillance, seul le jury appréciera, au cas par cas, cette notion et décidera ou non d'affecter la note 0 pour une session seulement.

Obligation de stage en licence

A partir de la rentrée 2015, chaque étudiant.e inscrit.e dans un cursus de licence de l'UFR Lettres, Langues et Sciences humaines devra avoir effectué un stage (ou plusieurs) d'une durée cumulée de dix jours ouvrés minimum (ou 70 heures) **au cours des années de L2 ou de L3** de la licence pour valider le grade de licence.

Un.e étudiant.e sous statut salarié dont l'activité est en lien avec les objectifs de formation peut bénéficier d'une évaluation de cette activité sous réserve d'obtenir au préalable l'accord du responsable des stages de la formation dans laquelle l'étudiant.e est inscrit.e.

On accordera la priorité aux stages en continu, mais on pourra aussi envisager la possibilité de stages filés une journée par semaine. A cet effet, une convention de stage sera délivrée par la composante, après demande sur IpOline <http://ipoline.univ-angers.fr>

L'objectif de ce stage est de permettre la découverte d'une pratique professionnelle en lien avec la formation et l'amorce d'une réflexion sur l'adéquation avec le projet personnel de l'étudiant.e.

Si vous envisagez de partir en Erasmus (ou tout autre type d'échange) en L3, il vous est conseillé de réaliser ce stage dès la L2.

La procédure pour obtenir une convention de stage est la suivante : (Merci de prévoir un minimum de **deux semaines** avant le début du stage) :

1. rendez vous sur votre ENT → à l'onglet "insertion pro/stage" → stage → commencez votre saisie → connexion à Ipoline avec vos identifiants universitaires
2. remplissez le formulaire en ligne et téléchargez votre attestation d'assurance en responsabilité civile (obligatoire), puis validez
3. l'enseignant référent sélectionné sera averti par mail qu'une demande de stage est en attente de validation
4. dès que l'enseignant a validé, le bureau des stages est averti qu'une demande de convention est en attente d'édition. Une fois éditée, la convention de stage vous sera envoyée par mail pour signature.

Important : Aucun stage ne peut commencer sans convention signée par toutes les parties. De même, aucune convention ne sera délivrée si le stage est déjà terminé.

Vous trouverez l'**attestation de fin de stage**, seul document à faire remplir par votre structure d'accueil (en fin de stage), sur le site de l'UA, onglet « Stages, mode d'emploi ». Vous ferez une copie de cette attestation que vous remettrez à votre gestionnaire (secrétariat), et conserverez l'original.

Charte des examens

Préambule

Les modalités de contrôle des connaissances, définies conformément :

- à l'article L613-1 du Code de l'Education,
- à l'arrêté du 1er août 2011 relatif à la Licence,
- à l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au grade de Master

réglementent les conditions d'obtention de chacun des diplômes délivrés par l'Université d'Angers.

Elles sont obligatoirement arrêtées et portées à la connaissance des étudiants, par voie d'affichage au plus tard un mois après le début des enseignements, et ne peuvent être modifiées en cours d'année, y compris entre les deux sessions (circulaire ministérielle du 1er mars 2000).

Une plaquette reprenant les programmes, les modalités de contrôles des connaissances et le règlement des examens est remise à chaque étudiant au plus tard un mois avant le début de la première session, c'est pourquoi, il est impératif que les documents relatifs aux modalités de contrôle des connaissances remis aux étudiants soient déposés dans les services de scolarité des composantes et à la Direction des enseignements et de la vie étudiante.

Les dispositions ci-dessous s'appliquent également au parcours de PluriPASS, sauf dispositions contraires ou spécifiques prévues par la réglementation de ce dernier.

Organisation des examens

1) Sessions d'examens

- Une période de cinq jours pouvant englober vacances, week-end et jours fériés (avec suspension des cours, TD, TP et stages), permettant de réviser, est fixée avant chaque période d'examens. La CFVU devra veiller à ce que les examens de janvier ne débutent pas avant le 3 janvier.
- Le délai entre la première session (principale) et la deuxième session (rattrapage) de chaque semestre est fixé en application des textes en vigueur.

2) Convocation des candidats aux examens

- La convocation aux épreuves écrites et orales des examens sera réalisée par voie d'affichage sur des panneaux réservés à cet effet. Le délai entre la date d'affichage et la première date d'épreuve de l'examen ne pourra en aucun cas être inférieur à deux semaines, hors vacances universitaires pour les examens de première session. Pour les oraux, les convocations doivent être faites par heure ou demi-journée.
- Cette convocation comporte au regard du libellé de chaque épreuve de l'examen, l'indication de la date, de l'heure, du lieu et les documents et matériels autorisés. En tout état de cause, une convocation individuelle doit être envoyée, au moment de l'affichage, aux étudiants dispensés d'assiduité. En cas de changement d'adresse, il appartient à ces derniers de le signaler au service des examens.
- La date du début des épreuves de la seconde session est affichée dès que possible dans l'ENT des étudiants.

3) Préparation des examens

Rôle de l'enseignant responsable du sujet :

(est responsable du sujet, l'enseignant responsable de l'unité correspondante)

- Il est responsable de la forme, de la nature, du contenu et de la remise du sujet au service des examens.
- Il respecte les directives fixées par l'administration de sa composante (en particulier pour les dates de remise des sujets).
- Il est libre d'indiquer un barème de notation et de proposer plusieurs sujets au choix, en veillant bien à l'égalité entre tous les étudiants.
- Il précise sur le sujet et au responsable des convocations, les documents (dictionnaire...) ou matériels (calculatrices...) autorisés, ainsi que le nom, la durée et la session de l'épreuve. En l'absence d'indication aucun document, ni matériel, n'est autorisé.

- Il est tenu d'être présent sur les lieux de l'examen pendant toute l'épreuve ou d'être joignable.

Rôle des services administratifs

- Ils préparent les calendriers d'examen en coordination avec le Président du jury.
- Ils préparent les sujets d'examens à partir des documents remis par les enseignants
- Ils fournissent la liste d'émargement.
- Ils organisent la préparation des salles d'examens et vérifient le bon état de la salle et du matériel.
- Ils attribuent une place numérotée à chaque étudiant.
- Ils mettent en œuvre les dispositions nécessaires et adaptées aux étudiants handicapés.
- Ils convoquent les surveillants des épreuves, sous la responsabilité du directeur de composante.

Déroulement des examens

1) L'étudiant face à l'examen

- L'étudiant doit :

- Etre toujours en possession de sa carte d'étudiant. A défaut, il doit justifier de son identité à l'aide d'un document original comprenant une photo.
- Composer seul (sauf disposition contraire).
- N'utiliser que les documents et matériels autorisés identifiés par la convocation.
- Attendre impérativement la fin de la première heure de composition (ou la fin de la première demi-heure pour une épreuve d'une heure) pour pouvoir quitter momentanément ou définitivement la salle (même si l'étudiant rend copie blanche).
- Ne pas troubler le bon déroulement de l'examen.
- Eteindre son téléphone portable, ainsi que tout objet connecté (montre, tablette...) et les déposer dans son sac à l'entrée de la salle.
- Ne pas fumer dans la salle et les locaux des examens.

Rendre sa copie et émarger avant de sortir de la salle d'examen.

- Les étudiants handicapés bénéficient d'un tiers temps supplémentaire de composition ou de toute autre disposition spéciale, organisée par le service des étudiants handicapés de l'Université, après décision du S.U.M.P.P.S. dans le respect des textes réglementaires (circulaire n° 2006-215 du 26 décembre 2006). Les étudiants bénéficiant d'un tiers-temps doivent disposer d'une heure de pause déjeuner entre la dernière épreuve du matin et la première épreuve de l'après-midi.

- Pour l'anonymat des copies : les copies des épreuves écrites des examens de la première et de la deuxième session sont rendues anonymes. L'étudiant ne doit apposer aucun signe distinctif sur sa copie. Sont exclus du champ de cette disposition les épreuves de contrôle continu, de TP, TD, rapports de stage, mémoires de recherche, dossiers de travail.

2) Surveillance des salles d'examens

- Les surveillances des salles d'examen peuvent être assurées par des enseignants ou des personnes extérieures recrutées pour cette mission. Dans tous les cas, l'enseignant responsable du sujet doit être présent dans la salle ou immédiatement joignable le premier quart d'heure de l'épreuve.

- Il convient de faire composer dans une même salle uniquement des épreuves d'examen de même durée.

- L'information est donnée aux surveillants des conditions particulières dont bénéficient certains étudiants (ERASMUS, handicapés...). S'ils sont dans une salle à part, les étudiants doivent recevoir les mêmes informations que celles données aux autres étudiants au début et en cours d'épreuve.

- La salle comprend obligatoirement un minimum de deux surveillants dont l'un, sera désigné comme responsable de salle (mention en sera faite sur le procès-verbal d'examen). Il faut prévoir obligatoirement trois surveillants entre quatre-vingt et cent cinquante étudiants, quatre surveillants entre cent cinquante et deux cent cinquante, cinq surveillants au-delà de deux cent cinquante étudiants présents dans le même lieu.

- Pour les épreuves orales, au cas où l'examinateur serait seul avec l'étudiant, il doit dans la mesure du possible tenir les portes de la salle ouvertes. Un temps de préparation d'au moins dix minutes doit être laissé à l'étudiant.

Autres obligations des surveillants :

- Etre présents dans la salle d'examen quinze minutes au moins avant le début de l'épreuve.
- Vérifier la préparation matérielle de la salle.
- Vérifier l'identité des candidats à l'entrée de la salle ou en passant dans les rangs, après examen des cartes d'étudiant. En cas d'absence de pièce d'identité, il fera cette vérification dès la fin de l'épreuve.
- Ne pas troubler le bon déroulement de l'examen (tous les téléphones portables doivent être éteints).
- Respecter les règles particulières fixées par les composantes.
- Faire signer la feuille de présence.
- Vérifier que chaque étudiant rend bien sa copie (émarge si nécessaire dans le cas notamment où la durée de l'épreuve ne permettrait pas une vérification pendant l'épreuve) et compter les copies avant de quitter la salle.
- Ne pas fumer dans la salle et les locaux des examens.

3) Accès des candidats aux salles d'examens

- L'accès à la salle d'examen est interdit à tout candidat qui se présente plus d'une demi-heure après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets. Cette disposition ne s'applique pas aux épreuves de concours. Aucun temps supplémentaire de composition ne sera donné au candidat arrivé en retard. De plus, la mention du retard et des circonstances seront portés sur le procès-verbal de l'examen.
- Aucun candidat n'est autorisé à se déplacer et à quitter momentanément ou définitivement la salle avant la fin de la première heure, ou la fin de la première demi-heure en cas d'épreuve d'une heure, même s'il rend une copie blanche.
- Les candidats qui demandent à quitter provisoirement la salle ne pourront y être autorisés qu'un par un. Ils devront remettre leur copie au surveillant, qui la leur restituera à leur retour.

Absence :

- Tout document permettant de justifier une absence à un examen écrit ou oral ou à un contrôle continu doit être déposé dans les trois jours ouvrables qui suivent l'épreuve auprès du service des examens de la composante.
- Dans le cas d'une absence justifiée en contrôle continu en licence, l'étudiant sera convoqué si possible pour une session de remplacement avant le jury de 1ère session. Si une session de remplacement ne peut être organisée, seules les notes des contrôles continus effectués seront prises en compte en première session.
- Pour toute absence justifiée ou non, en examen terminal oral ou écrit de session initiale, l'étudiant sera convoqué en session de rattrapage.
- Pour toute absence en session de rattrapage, le jury examinera les documents remis, et décidera souverainement de l'organisation d'épreuves de rattrapage après la seconde session. Dans trois cas : décès d'un proche (conjoint, ascendant ou descendant, frères et sœurs), accident grave, hospitalisation, ces épreuves de rattrapage seront obligatoirement organisées après la seconde session.

4) Etablissement du procès-verbal d'examen

A l'issue de l'épreuve, les surveillants doivent obligatoirement :

- Remplir le procès-verbal d'examen sur lequel figure en particulier :
 - Le nombre d'étudiants présents, présents non-inscrits, absents.
 - Le nombre de copies remises.
 - Les observations ou incidents constatés pendant l'examen.
- Remettre au service des examens :
 - Le procès-verbal renseigné, signé (par les surveillants).
 - La liste d'appel et d'émargement.
 - Les copies d'examen.
 -

5) Contrôle continu

- Un contrôle continu est organisé selon les modalités du contrôle des connaissances adoptées par la CFVU de l'Université. Ce contrôle continu doit avoir lieu prioritairement au cours de séances de T.P., T.D. Les étudiants doivent être avertis au début de l'année des modalités pratiques de ce contrôle. Lorsqu'une matière est évaluée uniquement en contrôle continu, celui-ci est composé d'au minimum deux évaluations. Si le volume horaire de la

matière est inférieur à 13h ou dans le cadre des UEL, l'évaluation peut prendre la forme d'un contrôle unique.

- En cas d'absence à une épreuve de contrôle continu, l'étudiant doit déposer un justificatif auprès de l'enseignant concerné (au plus tard lors du T.D. suivant) et au Service des Examens. Si la justification est acceptée, l'étudiant pourra selon les cas être dispensé de l'épreuve ou se voir offrir une épreuve de remplacement. Une liste d'émargement manuelle doit être établie et remise au Service des Examens.

- Dans le cas de contrôle continu « massé », la surveillance de l'épreuve s'effectue dans les mêmes conditions que pour les contrôles terminaux.

6) Rédaction d'un mémoire, rapport ou dossier...

L'étudiant doit prendre conscience que le plagiat est une fraude aux examens et passible de sanction disciplinaire. L'étudiant est tenu d'insérer et de signer l'engagement de non plagiat en première page de tous ses rapports, mémoires ou dossiers.

L'engagement de non plagiat est libellé ainsi :

Je soussigné(e)....., déclare être pleinement conscient(e) que le plagiat de documents ou d'une partie d'un document sur toutes formes de support, y compris l'internet, constitue une violation des droits d'auteur ainsi qu'une fraude caractérisée. En conséquence, je m'engage à citer toutes les sources que j'ai utilisées pour écrire ce rapport ou mémoire. Signature :

Validation et résultats

1) Transmission et traitement des notes

- Chaque correcteur et examinateur devra transmettre les notes des épreuves se déroulant sous forme de contrôles continus et par des examens terminaux au Service des Examens, dans un délai fixé par l'administration, en accord avec le Président du jury, afin de permettre à ce dernier de préparer les délibérations.

- Le report des notes sur le procès-verbal et la délibération du jury sont assurés sous la responsabilité du Président du jury aidé par le secrétariat chargé des examens.

- Le Président du jury doit veiller à ce qu'un délai raisonnable soit laissé aux correcteurs.

2) Délibération du jury

Modalités de désignation et composition :

- Tous les enseignants intervenant dans la formation peuvent assister au jury mais n'ont voix délibérative qu'uniquement les membres du jury désignés par le président de l'université. En effet la désignation du jury relève de la compétence du Président de l'Université.

- Un jury est constitué au maximum de 16 personnes pour la licence et de 10 personnes pour le master:

enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs participant à la formation et des intervenants extérieurs. Le jury de licence professionnelle est composé pour au moins un quart et au plus la moitié des professionnels des secteurs concernés par la licence professionnelle. La présence au jury est obligatoire et toute absence doit être motivée même si le quorum est respecté.

- Le jury peut délibérer malgré l'absence de certains membres sous réserve de respecter le quorum de 8 membres, dont au moins 4 enseignants-chercheurs ou enseignants pour la licence et un quorum de 5 membres dont au moins 3 enseignants-chercheurs ou enseignants pour le master.

- Une convocation est envoyée par le Président du jury précisant la date et le lieu de la délibération.
- Le nom du Président, la composition du jury et la date d'affichage des résultats sont communiqués aux étudiants par voie d'affichage sur les lieux d'enseignement au moins 15 jours avant les épreuves (circulaire du 1er mars 2000).
- La participation au jury fait partie des obligations de tous les enseignants.
- Le jury doit pouvoir disposer de l'ensemble des notes aux UE et aux matières.

- le président de jury doit être le même pour toute la mention d'un diplôme.

Rôle :

- En Licence et Master, un jury semestriel (composé selon les modalités ci-dessus) délibère à l'issue de chaque session de chaque semestre à partir des résultats obtenus par les candidats aux épreuves de contrôle continu et aux examens terminaux de chaque semestre.
 - En L2, un jury délibère sur l'attribution du diplôme intermédiaire de DEUG (dans le cas où un étudiant en aurait expressément fait la demande).
 - En L3, un jury délibère sur l'attribution du diplôme de licence en fin de semestre 6 et éventuellement en fin de semestre 5 pour les étudiants redoublants. Les jurys seront alors identiques aux jurys des semestres correspondants.
- Les jurys de 2nde session des semestres 2 et 4 pourront délibérer sur les résultats de l'année (respectivement, L1 et L2).
- En M1, un jury d'année délibère sur l'attribution du diplôme intermédiaire de Maîtrise à la demande de l'étudiant.
 - En M2, un jury d'année délibère sur l'attribution du diplôme de Master et décide d'un redoublement éventuel.

3) Communication des résultats et contentieux

(arrêté du 9 avril 1997)

- La liste des reçus au semestre et au diplôme est communiquée par voie d'affichage. Les relevés de notes sont désormais prioritairement accessibles sur l'ENT de l'étudiant. Les étudiants peuvent demander à consulter leurs copies. Ce dispositif ne concerne pas les concours.
 - Au cours de la délibération, le Président du jury établit un calendrier de consultation des copies, dossiers et mémoires. Le calendrier est affiché au moment des résultats semestriels, pour permettre aux étudiants de consulter leur copie d'examen en présence des correcteurs ou du responsable de l'épreuve ou du Président du jury. Les copies sont ensuite confiées au service des examens de la composante, pour les archivages réglementaires.
 - A l'issue de la délibération, les membres du jury signent le procès-verbal.
- Les étudiants peuvent :
- avoir un entretien avec un enseignant et/ou le Président du jury.
 - demander, à leurs frais, une reproduction de leur copie.
- Le Président du jury reçoit les contestations de résultats ou les demandes de rectification de note après l'affichage des résultats, par écrit et dans un délai de deux mois. Il peut modifier les notes erronées suite à des erreurs matérielles de transcription. Toute autre modification nécessite une nouvelle réunion du jury dans la composition identique qu'il lui appartient de convoquer dans les meilleurs délais. Dans le cas d'un concours, ou de la délivrance d'un diplôme avec classement, cette nouvelle réunion est obligatoire pour toute modification.
 - Toute attestation de réussite à un diplôme devra être établie et délivrée par le Service des Examens trois semaines au plus tard après la proclamation des résultats aux étudiants qui en font la demande.
 - Il est impératif que la délivrance du diplôme définitif intervienne dans un délai inférieur à 6 mois (circulaire ministérielle n° 2000-033 du 1^{er} mars 2000).

Fraudes aux examens

1) Prévention des fraudes

- Au début de l'épreuve, les surveillants veillent au respect des consignes relatives à la discipline de l'examen : interdiction de communiquer entre candidats ou avec l'extérieur, d'utiliser ou même de conserver sans les utiliser des documents ou matériels non autorisés pendant l'épreuve, de garder un téléphone portable allumé dans la salle d'examen, de conserver auprès d'eux, cartables, sacs, pochettes, documents divers (ils doivent être déposés à l'entrée de la salle).
- Les surveillants sont invités à rappeler aux étudiants que toute fraude ou tentative de fraude commise dans une épreuve peut entraîner pour l'étudiant concerné la traduction devant la section disciplinaire de l'Université qui peut prononcer la nullité de l'épreuve, d'un groupe d'épreuves ou de la session. Il peut être aussi l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à l'interdiction définitive de prendre toute inscription et de subir tout examen conduisant à un diplôme ou titre délivré par un établissement public d'enseignement supérieur.

- La détention d'un téléphone portable lors d'un examen est en soi constitutif d'une fraude passible d'une sanction disciplinaire, même si ce dernier est utilisé comme horloge ou calculatrice.

2) Procédure à respecter en cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude par le surveillant

Suivant l'article R811-10 du code de l'éducation, relatif à la procédure disciplinaire dans les établissements d'enseignement supérieur, des mesures doivent être prises :

- En cas de flagrant délit de fraude ou tentative de fraude aux examens ou concours, le surveillant responsable de la salle prend toutes mesures pour faire cesser la fraude ou la tentative sans interrompre la participation à l'épreuve du ou des candidats. Il saisit les pièces ou matériels permettant d'établir ultérieurement la réalité des faits. Il dresse un procès-verbal contresigné par les autres surveillants et par le ou les auteurs de la fraude ou de la tentative de fraude. En cas de refus de contresigner, mention est portée au procès-verbal.

- Toutefois, en cas de substitution de personne ou de troubles affectant le déroulement des épreuves, l'expulsion de la salle d'examen peut être prononcée par les autorités compétentes mentionnées aux articles 1er et 3 du décret n°85-827 du 31 juillet 1985 (le Président de l'Université).

- La section disciplinaire est saisie par le Président de l'Université.

3) Procédure à respecter quand la section disciplinaire est saisie par le jury et l'administration

- Conformément à l'article R811-13 du code de l'éducation, dans le cas de flagrant délit ou de tentative de fraude, le jury délibère sur les résultats des candidats ayant fait l'objet du procès-verbal prévu à cet article, dans les mêmes conditions que pour tout autre candidat. Toutefois aucun certificat de réussite, ou de relevé de notes ne peut être délivré avant que la formation de jugement ait statué.

- Si l'examen comporte un second groupe d'épreuves, les candidats sont admis à y participer si leurs résultats le permettent, tant que la commission disciplinaire n'a pas statué.

- Cela signifie que le jury ne peut prendre lui-même de sanction ni même invalider une épreuve. C'est à la commission disciplinaire qu'il appartient éventuellement de le faire.

En conséquence le jury, informé de la saisie de la section disciplinaire, ne se prononce que sur l'ensemble des résultats soumis à sa délibération (l'épreuve incriminée ayant été corrigée et notée). La notification de sa décision est suspendue jusqu'à la décision de la section disciplinaire.

- En cas de sanction, conduisant au minimum et automatiquement à la nullité de l'épreuve, une nouvelle délibération du jury portant sur les résultats obtenus par l'intéressé, devra être provoquée.

4) Procédure disciplinaire

- L'instruction : une commission (formée de deux enseignants et un étudiant) est chargée d'établir les faits par tous les moyens qu'elle juge propre à l'éclairer. Elle doit convoquer l'intéressé qui peut se faire accompagner de son défenseur, afin d'entendre ses observations. Dans cette phase, la commission peut solliciter tous les témoignages. La commission établit un rapport transmis au Président de la section.
- Le jugement: une formation de jugement composée de 6 enseignants et de 6 étudiants se réunit pour décider de la sanction. De nouveau, l'intéressé est entendu, accompagné du défenseur de son choix ainsi que les témoins éventuels. La commission délibère et met au vote la sanction qui doit être approuvée à bulletin secret à la majorité des présents.
- Les sanctions applicables sont :
 - l'avertissement
 - le blâme
 - l'exclusion temporaire ou définitive, éventuellement avec sursis, de l'Université ou de tout établissement public d'enseignement supérieur.

Toute sanction précédente prononcée entraîne au minimum la nullité de l'épreuve pour l'intéressé et la section décide s'il y a lieu de prononcer la nullité du groupe d'épreuves ou l'ensemble de la session d'examen.

Les notes aux unités d'enseignement ou matières, acquises en 1ère session et conservées en 2ème session sont considérées comme faisant partie des résultats de la 2ème session. Dans le cas de tentative de fraude en 2ème session et cas d'annulation de cette deuxième session; elles sont également considérées comme annulées.

L'étudiant peut former un recours devant le CNESER dans les deux mois de la notification de la décision. L'appel est suspensif sauf si la section disciplinaire a décidé que la sanction serait immédiatement exécutoire nonobstant appel.

La section disciplinaire peut ordonner l'affichage de ses décisions à l'intérieur de l'établissement mais sans mentionner le nom de la personne sanctionnée (sauf en cas d'exclusion de tout établissement public d'enseignement supérieur). Cet affichage doit être fait de façon visible dans les composantes.

Charte des examens votée à la commission
Formation et Vie universitaire du 2 mai 2017

Charte anti-plagiat de l'Université d'Angers

Préambule

Afin de garantir la qualité de ses diplômes et l'originalité des productions scientifiques et pédagogiques de ses étudiants et de ses personnels universitaires, enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs, l'Université d'Angers a mis en place une politique de lutte contre le plagiat. La présente charte en définit la philosophie et précise les règles, les outils et les mesures à mettre en œuvre pour s'assurer de la réalisation de travaux inédits, offrant une production originale et personnelle d'un sujet.

Article 1^{er}

Le plagiat est défini comme le fait, de s'approprier le travail créatif d'autrui et de le présenter comme sien ; de s'accaparer des extraits de textes, des images, des données provenant de sources externes et de les intégrer à son propre travail sans en mentionner la provenance ; de résumer l'idée originale d'un auteur en l'exprimant dans ses propres mots et en omettant d'en mentionner la source. Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs est une contrefaçon (article L335-2 du code de la propriété intellectuelle). La contrefaçon est considérée comme un délit au sens des articles L335-2 et L335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Article 2

Les étudiants et les personnels de l'Université d'Angers s'engagent à respecter les valeurs présentées dans cette charte et à ne pas commettre de plagiat, ni de contrefaçon, dans leurs travaux scientifiques et/ou pédagogiques. Dans le strict respect de l'exception de courte citation, sont tolérées les reproductions de courts extraits de travaux préexistants en vue d'illustration ou à des fins didactiques, sous réserve que soit indiqué clairement le nom de l'auteur et la source (article L122-5 du code de la propriété intellectuelle), sans nécessité de demander le consentement de l'auteur. Les étudiants sont tenus d'insérer et de signer l'engagement de non plagiat en première page de toutes leurs productions. Le libellé de cet engagement de non plagiat est défini dans la charte des examens de l'Université d'Angers.

Article 3

Afin d'éviter le plagiat ou la contrefaçon, les étudiants et les personnels de l'Université d'Angers s'engagent à indiquer clairement l'origine et la provenance de toute information prise dans des écrits, composition musicale, dessin, peinture ou toute autre production imprimée ou gravée. La citation des sources est, ainsi, à envisager dès qu'il est fait référence à l'idée, à l'opinion ou à la théorie d'une autre personne ; à chaque utilisation de données, résultats, illustrations d'autrui ; à chaque citation textuelle de paroles ou d'écrits d'autrui. Dans le cadre de sa politique de lutte contre le plagiat, l'Université d'Angers propose des formations de sensibilisation à la recherche documentaire, à l'utilisation des documents trouvés et à la citation des sources.

Article 4

Afin de rechercher les éventuelles tentatives de plagiat ou de contrefaçon, l'Université d'Angers s'est dotée d'un logiciel de similitudes. Ainsi, les étudiants sont informés que leurs productions sont susceptibles d'être analysées par ledit logiciel. Ce logiciel compare les travaux rendus avec une vaste base de référence. Les rapports émis détaillent les similitudes repérées sans pouvoir les qualifier de plagiat ou de contrefaçon. Sur la base de ces rapports, l'appréciation du plagiat ou de la contrefaçon est laissée à l'appréciation des enseignants.

Article 5

Les manquements à la présente charte sont passibles de sanctions disciplinaires tant à l'égard des étudiants (Articles L. 811-6 et R.712-9 à R.712-46 du code de l'éducation et articles 40 et 41 du décret n°92-657 du 13 juillet 1992 – version consolidée du 21 août 2013) que des personnels (loi n°84-16 du 11 janvier 1984 et articles L952-8 et L952-9 du code de l'éducation). En cas de plagiat avéré ou de contrefaçon, la procédure disciplinaire ne préjuge pas d'éventuelles poursuites judiciaires.

Charte du bon usage de la messagerie

Chaque étudiant est encouragé à suivre cette charte pour sa correspondance électronique avec les personnels enseignants et administratifs de l'UFR lettres, langues et sciences humaines. Elle a pour objectif de favoriser des relations harmonieuses entre personnels de l'UFR et étudiants ; combattre la pression et le stress au quotidien ; préserver le temps professionnel et privé de chacun ; améliorer la qualité de la communication et de l'information diffusée.

1. Evitez les mails entre 20h et 8h, le week-end et durant les vacances scolaires :
→ utilisez l'outil « Sendlater (envoyer plus tard) » de votre messagerie pour un envoi différé ou placez le message en attente dans vos brouillons.
2. Ne répondez pas instantanément. Peu de questions justifient une telle réactivité. Une réponse différée évite aussi les réactions « à chaud » parfois disproportionnées et source d'incompréhension.
3. Limitez le nombre de destinataires
→ privilégiez les listes de diffusion ou adresses génériques : les messages adressés aux listes de diffusion de l'UFR sont modérés par les administrateurs de l'UFR et doivent impérativement être envoyés depuis votre adresse étudiante
→ ciblez la personne ressource qui pourra répondre à votre mail (gestionnaire de votre formation, enseignant référent, enseignant responsable de votre formation, assesseur à la pédagogie...)
→ évitez de répondre à tous, notamment pour les messages qui demandent confirmation de votre présence à une réunion ou une réponse factuelle à une question posée à tous.
4. Rédaction : respectez les formes, soyez clairs et concis. Un mail de plus de 10 lignes est rarement lu jusqu'au bout. Afin de faciliter le traitement de votre mail :
→ renseignez précisément l'objet du message
→ priorisez votre message : précisez si nécessaire dans l'objet du message « important » « pour information » « urgent » « confidentiel » « personnel »...
→ ne traiter qu'un sujet à la fois
→ précisez votre nom, votre formation et année, éventuellement votre numéro d'étudiant si vous vous adressez aux personnels de scolarité
→ utilisez une seule police, limitez les couleurs, les gros caractères en gras et soulignés
→ restez vigilant sur les formules de politesse, même brèves, en début et fin de message : « Respectueusement » est la formule à privilégier pour les mails adressés aux personnels de l'UFR.
→ relire, vérifiez l'orthographe et la qualité rédactionnelle du mail
5. Suivez la voie hiérarchique
→ pour des demandes liées à la gestion administrative, scolarité et examens : contactez votre gestionnaire de scolarité
→ pour des demandes pédagogiques: contactez l'enseignant responsable d'année ou l'enseignant directeur de département
→ pour des demandes liées à l'utilisation des locaux, à l'organisation générale et à la vie de l'établissement : contactez le responsable administratif
→ pour des demandes très spécifiques nécessitant l'intervention ou l'accord du doyen : contactez le responsable administratif.

RAPPEL : Pensez à valider votre ENT et votre messagerie étudiante lors de votre inscription pédagogique !

CALENDRIER UNIVERSITAIRE 2018/2019
Adopté au conseil de gestion du : 16 avril 2018

COURS

	Début	Fin
Semestres impairs (L et M)	Lundi 10 septembre 2018	Samedi 22 décembre 2018 après les cours (Pour les L3 mardi 11 décembre 2018)
Semestres pairs (sauf M)	Lundi 21 janvier 2019	vendredi 3 mai 2019 après les cours
	Semaine de rentrée Lundi 3 septembre au vendredi 7 septembre 2018	

EXAMENS L et M

	1ère session	2ème session
Semestres impairs	L3 : Lundi 17 au vendredi 21 décembre 2018 Autres : Mercredi 9 au vendredi 18 janvier 2019 *	Mercredi 19 juin au Mardi 2 juillet 2019
Semestres pairs	Jeudi 9 mai au vendredi 17 mai 2019 * hors formations professionnelles à calendrier spécifique.	Licence : Mercredi 19 juin au Mardi 2 juillet 2019 Master : début septembre 2019

CONGÉS UNIVERSITAIRES

Toussaint	Noël	Hiver	Printemps
Fin des cours samedi 27 octobre 2018, reprise lundi 5 novembre 2018	Fin des cours samedi 22 décembre 2018, reprise lundi 7 janvier 2019	Fin des cours samedi 16 février 2019, reprise lundi 25 février 2019	Fin des cours samedi 13 avril 2019, reprise mardi 23 avril 2019

DATES À RETENIR

2018		2019	
Septembre	Octobre	Décembre	Février
<u>Mardi 4 septembre</u>	<u>Lundi 22 au vendredi 26 octobre 2018</u>	<u>Samedi 1er décembre</u>	<u>Lundi 11 au vendredi 15 février 2019</u>
Rentrée solennelle	Campus Day	Cérémonie Licences Pro et Masters	Journée Portes ouvertes
	M'essayer c'est m'adopter		M'essayer c'est m'adopter
	Journée à définir ultérieurement		Journée Etudiants/Métiers